



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 25 – vendredi 23 juin 2023

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

Nous attirons votre attention sur l'absence d'envoi de brèves la semaine prochaine.

En bref

Nigéria : Le Président Tinubu réalise sa première visite officielle à Paris, à l'occasion du Sommet pour un nouveau pacte financier ; Les tarifs de l'électricité devraient augmenter de 50 % à partir du 1^{er} juillet ; Le Nigéria retrouve la première place des producteurs de pétrole en Afrique ; Les zones franches nigériennes ont attiré 347 M USD d'investissements depuis 2020.

Ghana : Le Ghana s'attend à recevoir 6,2 Md USD des partenaires multilatéraux d'ici 2026 ; 350 000 ménages ghanéens recevront une subvention de 109 M GHS en espèces.

LE CHIFFRE À RETENIR

90 %

C'est le taux d'accès à l'électricité que devrait atteindre le Ghana en 2024.

Nigéria

Le Président Tinubu réalise sa première visite officielle à Paris, à l'occasion du Sommet pour un nouveau pacte financier

[Le président du Nigeria, Bola Tinubu, était présent au Sommet pour un nouveau pacte de](#)

[financement mondial](#). Il est arrivé en compagnie de conseillers et a pu rencontrer le Président de la République. M. Tinubu, qui est arrivé à Paris mardi, participe, en plus du sommet, à des réunions bilatérales avec différents pays, dont des représentants de la France, des États-Unis et de la Suisse, afin de discuter des moyens possibles d'attirer des investissements directs étrangers. Le sommet financier organisé par la France vise à mettre en place un système plus réactif, plus juste et plus inclusif. Un système qui

luttera contre les inégalités, financera la transition climatique, la protection de la biodiversité et se rapprochera de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Au total, 39 chefs d'État du monde entier sont attendus au sommet. Plusieurs banques multilatérales de développement – dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement –, l'Union européenne, l'Union africaine et les Nations unies sont également présentes.

Les tarifs de l'électricité devraient augmenter de 50 % à partir du 1^{er} juillet

[Le Réseau nigérian de protection des consommateurs \(NCPN\) a déclaré que le tarif de l'électricité au Nigeria sera bientôt augmenté de 50 %](#), car la mise en œuvre d'une révision de l'ordonnance tarifaire pluriannuelle (MYTO) pourrait commencer dès le 1^{er} juillet 2023. Le président du NCPN, Kunle Kola Olubiyo, a déclaré qu'une augmentation des tarifs de 50 % était en effet imminente du fait de la suppression de la subvention sur l'essence, tout comme du récent flottement du naira et la déréglementation des fenêtres de négociation du marché de change, qui permet à la valeur de la monnaie locale d'être déterminée par les seules forces du marché.

Le Nigéria retrouve la première place des producteurs de pétrole en Afrique

[D'après les chiffres de l'OPEP, le Nigéria a produit 1,2 mbpj en mai contre moins de 1 mbpj enregistré en avril](#). Le pays retrouve ainsi sa position de premier producteur de pétrole africain, devant l'Angola qui n'a produit que 1,1 mbpj en mai. Pour rappel, la production pétrolière nigériane avait drastiquement chuté en 2022, notamment en raison de la hausse des actes de vandalisme. En août 2022, la compagnie pétrolière nationale (NNPC) avait donc mis en place une application pour mieux surveiller et lutter contre le vol de brut, et signé un accord de coopération avec l'organisation indépendantiste

Mouvement pour l'émancipation du Delta, afin de sécuriser les pipelines.

Les zones franches nigérianes ont attiré 347 M USD d'investissements depuis 2020

[L'Autorité de gestion des zones franches \(NEPZA\) a annoncé que son programme de promotion des zones économiques spéciales \(ZES\) aurait permis d'attirer 347 M USD d'investissements directs étrangers \(IDE\) entre 2020 et le premier trimestre 2023](#). Ces IDE auraient permis de créer plus de 30 000 emplois et de faire monter en compétences plus de 8 000 professionnels exerçant dans les ZES. Avec 42 zones franches, le Nigéria est le pays qui en compte le plus en Afrique après le Kenya ; toutefois seules 19 sont véritablement opérationnelles, dont 9 dans l'Etat de Lagos. En juin 2021, dernières statistiques disponibles, 244 entreprises agréées opéraient dans ces zones franches contre 580 enregistrées. Les investissements sont dirigés en priorité vers la production de biens (45 %), les services (30 %) et les hydrocarbures (11 %).

Ghana

Le Ghana s'attend à recevoir 6,2 Md USD des partenaires multilatéraux d'ici 2026

[Le ministre des Finances du Ghana, Ken Ofori-Atta, a annoncé dimanche 18 juin que le gouvernement devrait recevoir au total environ 6,2 Md USD de ses partenaires multilatéraux entre 2023 et 2026](#). Ce montant inclut les fonds du FMI – la facilité élargie de crédit de 3 Md USD –, de la Banque Mondiale – à hauteur de 1,6 Md USD de financement exceptionnel, en plus du versement de 1,4 Md USD déjà prévus – et de la Banque Africaine de Développement – à hauteur de 200 M USD –. D'ici la fin de l'année 2023, le Ministre a précisé que le pays attend un soutien multilatéral de 2 Md USD. De plus, il a ajouté que le gouvernement prévoit de mobiliser en complément 30 M USD en 2023 et 330 M USD

entre 2023 et 2026 auprès des créanciers bilatéraux. En outre, Ken Ofori-Atta a déclaré que le Ghana collaborait avec d'autres partenaires de développement pour financer le Fonds de stabilité financière du pays, destiné à amortir le programme de restructuration de la dette domestique.

350 000 ménages ghanéens recevront une subvention de 109 M GHS en espèces

Le gouvernement a débloqué 109 M GHS (soit environ 9,6 M USD) pour le versement d'une subvention en espèces à environ 350 000 ménages dans tout le pays, soit plus de 1,5 million de personnes. Ces subventions, versées par le ministère de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale, interviennent dans le cadre du programme *Livelihood Empowerment Against Poverty* (LEAP). Le programme, qui cible les ménages les plus pauvres depuis 2008, vise à réduire la pauvreté en permettant aux ménages de lisser leurs dépenses de consommation et de favoriser le développement du capital humain. En raison de la crise économique, l'allocation bimensuelle a été doublée, ce qui signifie qu'un ménage cible (avec une personne éligible) recevra désormais 128 GHS deux fois par mois, au lieu de 64 GHS auparavant. Le montant versé est déterminé par le nombre de personnes éligibles dans un ménage, autrement dit les orphelins et les enfants vulnérables (OEV), les personnes souffrant d'un handicap ne pouvant travailler, les personnes âgées de plus de 65 ans et les femmes enceintes pauvres ou les mères avec des nourrissons de moins d'un an.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international